

# Le cyberharcèlement a pris le relais du harcèlement scolaire avec le confinement

Paris, 5 nov. 2020 (AFP) -

En poussant les adolescents à être encore plus présents sur les réseaux sociaux sans être forcément encadrés par des adultes, le confinement du printemps dernier a accéléré le phénomène de cyberharcèlement, qui s'est ensuite confirmé avec une forte hausse des cas rapportés en septembre.

Le harcèlement en ligne prend de l'ampleur depuis plusieurs années. Typiquement, les élèves créent un groupe WhatsApp ou Facebook de classe dans lequel messages, mais aussi insultes ou fausses rumeurs sont partagés d'un seul clic dans toute la classe.

Selon un sondage réalisé par l'ONU en 2019 auprès d'adolescents de 30 pays, un jeune sur trois déclare avoir été victime de cyberharcèlement, et un sur cinq avoir manqué l'école à cause de ce phénomène.

Jeudi, à l'occasion de la première journée internationale de lutte contre le harcèlement scolaire qui se tient en ligne, les ministres de l'Education de plusieurs pays doivent, à l'initiative de la France, lancer un appel pour la "promotion d'un code de bonnes pratiques sur internet, afin d'aider à prévenir et combattre le cyberharcèlement des mineurs".

"Pendant le confinement, la plateforme d'écoute de notre association a enregistré une augmentation de 30% de ses sollicitations générant deux fois plus de signalements de cyberharcèlement aux plateformes", explique à l'AFP Justine Atlan, directrice générale de l'association e-Enfance.

"De nombreux comptes ont ainsi été fermés, en coopération avec Snapchat et Instagram notamment, en raison de cyberviolences avérées telles que le chantage sexuel à la webcam, le revenge porn", poursuit-elle.

Emilie, 13 ans, fait partie de ces victimes harcelées en ligne.

"Le harcèlement avait commencé au collège avant mars, mais dès le début du confinement, cette ancienne amie qui me harcelait m'a inclus dans des groupes sur divers réseaux sociaux et c'est ainsi que plusieurs personnes, que parfois je ne connaissais pas, m'insultais et me menaçait tous les jours car elle avait créé de fausses rumeurs à mon sujet", témoigne-t-elle.

Grâce à un dépôt de plainte, un suivi psychologique et un changement de collègue, Emilie dit "aller mieux" aujourd'hui.

- "Hausse en septembre" - Depuis le déconfinement, Justine Atlan observe que "les tendances enregistrées pendant le confinement se confirment avec toujours une hausse des sollicitations liées au cyber-harcèlement".

"On constate ainsi une hausse de +26 % par rapport à septembre 2019, suivi par la violation des données personnelles. Le chantage sexuel à la webcam demeure encore le motif de signalement le plus fréquent, qui touche souvent des garçons de 14 ans", affirme-t-elle.

"La période difficile que nous traversons entraîne toujours plus de tensions qui se répercutent aussi sur les réseaux sociaux. Le confinement a fait basculer durablement nos pratiques, intégrant encore davantage la dimension numérique dans notre quotidien", indique encore la responsable de e-Enfance.

"On constate que la pratique exclusive des réseaux sociaux des jeunes durant le confinement a entraîné des habitudes qui se sont installées et qui perdurent malheureusement", ajoute-t-elle, en soulignant notamment "les risques importants pour des adolescents qui font leurs premières expériences dans la sphère numérique, seuls sur leur smartphone".

Pour enrayer ce phénomène, un rapport parlementaire publié mi-octobre suggère de former les parents aux bonnes pratiques du numérique.

Selon cette étude commandée par l'ex-Premier ministre Edouard Philippe au député Modem du Finistère Erwan Balanant, les élèves de 3e sont les plus exposés aux risques de cyberharcèlement en raison d'un taux d'équipement plus élevé à cette tranche d'âge.

Ainsi, la moitié d'entre eux (53 %) envoient plus de 100 SMS par jour, dont un quart plus de 200. Et 32% avouent passer quotidiennement plus de trois heures sur internet.



**PAYS** :France  
**SURFACE** :98 %  
**PERIODICITE** :Quotidien



► 5 novembre 2020 - Edition Fil Gen

Le rapport note que les enfants sont équipés de plus en plus tôt par leurs parents de supports numériques. En 2013, 12,1% des élèves avaient leur premier portable à 10 ans, contre 15,9% en 2016. Ils étaient 31,6% à l'obtenir à 11 ans en 2013, contre 38,2% en 2016.

asm/pa/nth  
FACEBOOK

Afp le 05 nov. 20 à 08 51.